



L'Organisation peut servir nos intérêts et priorités actuels et éventuels. Si l'ONU est effectivement irremplaçable malgré ses lacunes, quelle priorité devrions-nous accorder à sa revitalisation et quelles mesures concrètes pourrions-nous prendre?

Nous pourrions, comme nous l'avons fait dans le passé, apporter une solide contribution à cette institution internationale par le biais du maintien de la paix. Mais, ces dernières années, on a eu tendance à délaissier l'ONU au profit d'autres arrangements multinationaux. Les Canadiens veulent-ils que nous favorisions un retour au parrainage des opérations de maintien de la paix par l'ONU, et que nous y consacrons davantage de ressources — en dépit des frustrations qu'engendrent de telles entreprises?

Les institutions économiques et sociales des Nations Unies sont trop politisées et, dans certains secteurs, trop peu d'attention est accordée aux budgets et aux coûts. L'UNESCO est un exemple éloquent. Nous nous employons à réformer l'UNESCO de l'intérieur; d'autres ont décidé de s'en retirer. Quelles mesures le Canada aurait-il intérêt à prendre?

Le multilatéralisme déborde l'ONU. D'autres institutions, comme le Commonwealth et la Francophonie, ont des rôles clés à jouer. Comment ces organismes et le Canada peuvent-ils contribuer à dégager un consensus international sur les questions difficiles?

Conflits régionaux

Pour décider de l'opportunité et de la forme d'une éventuelle action face à un conflit donné dans le Tiers monde, il nous faut déterminer la façon dont nos intérêts sont touchés (fondamentalement ou de façon marginale), les moyens dont nous disposons et la mesure dans laquelle notre décision doit être conditionnée par notre sentiment de responsabilité à l'égard du système international. Il va de soi que nous ne pouvons nous permettre d'accorder la priorité à tous les problèmes.

L'Amérique centrale et les Antilles sont les régions troublées qui sont les plus proches du Canada. On convient généralement que l'agitation dans cette partie du monde s'explique par des facteurs socio-économiques. Nos programmes d'aide à l'Amérique centrale constituent-ils une contribution adéquate à la stabilité de la région? Nos intérêts au chapitre de la politique et de la sécurité sont-ils suffisam-

ment importants pour justifier un rôle accru? Dans les Antilles, une présence canadienne plus active au niveau de la sécurité aurait-elle une influence stabilisante et contribuerait-elle à atténuer la rivalité entre les superpuissances?

On discute depuis longtemps de l'opportunité de l'adhésion du Canada à l'Organisation des États américains (OÉA), et de solides arguments viennent appuyer le pour et le contre. Quelle est la position des Canadiens sur cette question?

Au fil des ans, nous avons tenté de maintenir l'équilibre dans nos relations avec Israël et avec ses voisins arabes. Les Canadiens considèrent-ils que cet équilibre est le bon?

Comment le Canada et d'autres pays peuvent-ils presser l'Afrique du Sud de changer ses politiques sans isoler ce pays et rendre plus difficiles la communication et la transition pacifique? Les investissements étrangers sont-ils une partie du problème ou de la solution?

Résumé

Les messages sont clairs. Nos intérêts économiques nous dictent d'être compétitifs; nous devons exporter pour prospérer. Nos intérêts en matière de sécurité nous imposent de jouer notre part dans la défense de l'Occident ainsi que dans le contrôle des armements et le désarmement. Nos valeurs nous commandent de venir en aide aux pauvres, aux affamés et aux victimes des abus politiques. Mais la réalité pose aussi des limites, dont certaines contraintes financières, à notre capacité d'action. Pour réussir, il nous faudra élaborer un consensus national sur la façon de relever les énormes défis internationaux auxquels nous sommes confrontés.

DOCS

CA1 EA17 85C57 FRE

c. 2

Compétitivité et sécurité : orientations pour les relations extérieures du Canada.

Vue d'ensemble. — 60312057 .B3462584

Cette publication est la première d'une série portant sur divers aspects de la politique étrangère canadienne. Pour obtenir des exemplaires supplémentaires, veuillez vous adresser à : Direction des services d'information au Canada, Ministère des Affaires extérieures, 125, promenade Sussex, Ottawa K1A 0G2, téléphone (613) 996-9134